

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1134 du 27 octobre 2012 | www.libres.org
1981-2012 | 31ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



Baisser les impôts

La frénésie fiscale qui a saisi notre gouvernement promet à l'économie française des lendemains qui chantent. Pourtant, la théorie et l'expérience confirment que la seule façon de lutter à la fois contre l'endettement et contre le chômage c'est la baisse des impôts, parce qu'elle seule est de nature à nous remettre sur le chemin d'une croissance salubre.

C'est en tous cas la conclusion que je tire de cette semaine qui a été pour moi une occasion de rencontrer beaucoup de personnes différentes, dans divers pays européens. Je les ai écoutés, je leur ai parlé, et il n'y a pas de doute : la baisse du nombre et des taux d'impositions est la recette utilisée par tous les pays qui réussissent, alors que la hausse prolonge la crise et mène à la récession.

A l'occasion d'une série de colloques organisés par l'IREF, ce grand think tank libéral implanté dans la plu-

part des pays européens, j'ai visité cette semaine quelques voisins immédiats : la Suisse, le Luxembourg et la Belgique.

Suisse 3% de chômeurs et des excédents budgétaires depuis 2006, Luxembourg 4,5% de chômeurs et des excédents budgétaires, Belgique 7,5% de chômeurs (moyenne des pays de l'OCDE) et une sérieuse réduction de la dette, passant en dessous des 100% du PIB.

Le tableau de ces voisins ne se réduit pas à ces quelques données macro-économiques, j'ai surtout senti dans ces rencontres (avec chaque fois une centaine de participants) la volonté de personnes appartenant au monde de l'industrie, de la finance, des professions libérales, de l'université, de s'engager pour amener l'opinion publique et la classe politique dans la voie de la réduction des dépenses publiques. >>

SOMMAIRE DU N°1134

EDITORIAL : Baisser les impôts pp. 1-2

CONJONCTURE : Les entreprises «malades de la peste» pp. 3-4

ACTUALITÉ : Les conseillers économiques d'Obama expliquent son échec p. 4 - La médecine libérale tuée par la Sécurité Sociale p. 5 - Le budget de l'Union européenne dans l'impasse p. 5

RENAISSANCE DU LIBERALISME : p. 6-7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Baisser les impôts (suite)

J'étais accompagné, il est vrai, de deux personnalités canadiennes venues expliquer comment leur pays a coupé 30% de ses dépenses publiques, principalement en réduisant le nombre de programmes publics et de fonctionnaires chargés de les exécuter, dans un climat général de consensus, de sorte que le budget canadien est en excédent depuis douze ans et que ce pays n'a pratiquement pas souffert de la crise.

Voici précisément le lien avec la baisse des impôts. Réduire les dépenses publiques ne peut se faire qu'en réduisant la sphère publique. Moins de dépenses de l'Etat et des administrations régionales ou locales, c'est moins d'impôts nécessaires. La baisse des impôts a un double impact : d'une part, des ressources naguère gaspillées dans des services publics à faible efficacité sont transférées au secteur privé marchand ou communautaire, où la concurrence crée responsabilité et productivité ; d'autre part, la baisse des taux d'imposition stimule l'initiative, encourage chacun à entreprendre, investir, épargner, travailler, de sorte que la « matière fiscale » s'épaissit et les recettes fiscales, miraculeusement, augmentent (application d'un taux plus faible à une assiette fiscale plus importante). Paradoxalement la baisse des impôts accroît les recettes fiscales et réduit les déficits.

“ Baisser les impôts c'est stimuler la croissance ”

Mais ce n'est pas ce que l'on croit en France. Les gouvernements sont là pour expliquer au peuple que l'heure des sacrifices est venue, que l'austérité est la seule voie de salut. L'austérité, cela veut dire en-

core plus de prélèvements. Mais austérité pour qui ? Pour le contribuable, pour le consommateur, le retraité, mais pas pour l'administration, qui continue comme par le passé à dépenser sans compter. La plupart des « économies » budgétaires ne sont rien d'autre que la suppression d'exonérations fiscales, de niches et de subventions, c'est-à-dire la remise en place de prélèvements jadis allégés (pour des raisons électorales la plupart du temps).

Nous voici donc revenus dans le pays de la frénésie fiscale. Cette fin de semaine a été marquée pour moi et pour les libéraux par notre grande « rentrée parisienne » qui a eu le succès que nous en attendions, et dont la présente Lettre vous donnera les détails.

En France, nous ne pouvons compter pour l'instant que sur de maigres soutiens pour plaider la baisse des impôts. Tout d'abord, l'idée que l'on pourrait se passer de l'Etat dans bien des domaines n'est pas très répandue, et heurte fortement la moitié de la population qui, directement ou indirectement, vit de l'Etat Providence (apparemment aux frais des autres, mais en réalité au détriment de tous). Ensuite, les forces vives de la nation présentes dans la société civile se sont progressivement résignées, et cherchent des solutions personnelles : le manque d'esprit civique et d'engagement de nos élites professionnelles, intellectuelles est la rançon du dirigisme ; on est dans la « servitude consentie » décrite jadis par La Boétie. Enfin, la classe politique est terrorisée à l'idée de vraies réformes et de profonds changements ; elle est obsédée par le jeu électoral, par la recherche du consensus ou du rassemblement.

Une opinion publique désinformée, une élite démotivée, une

classe politique déphasée : voilà ce que je trouve en France par comparaison avec ce que j'observe à l'étranger.

“ La société civile doit alerter et convaincre l'opinion publique ”

Est-ce que je vais conclure sur une note pessimiste ? Certainement pas. Au cours du colloque de l'ALEPS jeudi soir, on a eu le témoignage d'hommes politiques qui nous ont dit la vigueur de leurs convictions libérales, mais aussi la nécessité d'être poussés, accompagnés par la société civile, car pour l'instant il n'y a rien à attendre des partis de la majorité ou de l'opposition. Le rôle de l'ALEPS est précisément de mobiliser ceux qui, au sein de la société civile, veulent réagir. Cette mobilisation prendra la forme d'une multiplication de cellules locales, de forums des libertés, où les partisans de la réduction de l'Etat et de la libération du secteur privé pourront convaincre les Français de l'urgence d'une baisse des impôts. Ces « tea parties » à la Française pourront très vite susciter dans l'opinion publique deux sentiments : celui de la révolte, celui de l'espoir. Révolte contre un Etat omniprésent, impuissant, mais prélevant sans cesse plus d'impôts pour dépenser toujours davantage. Espoir d'une libération : une baisse des impôts relance la croissance, réduit le chômage et met un frein à l'endettement.

Faites en l'expérience autour de vous : expliquez à vos proches que la seule solution, en France comme au Canada, en Suisse, au Luxembourg ou ailleurs, c'est de baisser les impôts.

Jacques Garello

LES ENTREPRISES « MALADES DE LA PESTE »

« Ils ne mourraient pas tous, mais tous étaient frappés ». Jean de La fontaine garde toute son actualité, avec sa fable sur « les animaux malades de la peste ». S'il revenait aujourd'hui il s'interrogerait sur « ce mal qui répand la terreur », sa métaphore animale visant cette fois les entreprises. Elles sont malades en effet, et tous les indicateurs sont dans le rouge. Mais toute maladie nécessite un diagnostic : cette peste dont souffrent nos entreprises, qui tue les unes et épuise les autres, c'est l'Etat, ses prélèvements obligatoires et ses réglementations paralysantes. Quant aux chefs d'entreprise, ils sont souvent considérés comme des pestiférés.

L'investissement productif en chute libre

La croissance a disparu des écrans radars ; l'INSEE l'a annoncé : 0% de réalisés ou de prévus pour chacun des quatre trimestres 2012 ; le FMI l'a confirmé : ce sera 0,1% en 2012 et 0,4% en 2013, mettant au passage à mal les hypothèses sur lesquelles le gouvernement a bâti son budget pour 2013.

Faut-il s'en étonner ? Au-delà des fantaisies sur les soi-disant moteurs de la croissance, il est évident que celle-ci ne peut venir que du secteur productif, c'est-à-dire des entreprises : ce sont elles qui créent des richesses. Or elles sont malades.

Elles renoncent à investir. L'investissement des entreprises, l'investissement productif, va diminuer en un an de 0,2%, avec une accélération de la chute : - 0,4% au troisième trimestre et - 0,7% au quatrième. Or l'investissement d'aujourd'hui, c'est la production et l'emploi de demain : sans investissement, l'entreprise ne peut créer de richesses nouvelles et ne peut se développer. C'est l'investissement qui prépare l'avenir.

Les investissements sont découragés par les incertitudes étatiques

Pourquoi cette chute accélérée ? Pour investir, il faut le vouloir et le pouvoir. Pour cela il faut d'abord bénéficier d'une certaine visibilité. La vie économique est faite d'incertitudes et c'est le rôle des

entrepreneurs que d'anticiper, de prévoir les besoins et les marchés de demain, de créer ce qui n'existe pas encore et donc d'innover. Les entrepreneurs savent le faire, en utilisant toute l'information qu'ils perçoivent avant d'autres, infiniment mieux que ne pourrait le faire un bureaucrate, ne serait que parce que leur rémunération en dépend.

Ce que les entrepreneurs ne peuvent pas faire, c'est gérer les incertitudes artificielles créés par les gouvernements. Comment anticiper si on ne sait pas si demain le pouvoir se met à inventer plusieurs impôts, plusieurs réglementations, qu'il s'agisse de lois « sociales », de règles administratives, de contrôle des prix, de fixation arbitraire du SMIC, etc. Le niveau des prélèvements ou des réglementations est une chose, mais l'incertitude en est une autre, peut-être encore pire, car elle vient déjouer tous les projets, même les plus innovants.

Si les entrepreneurs hésitent à investir, c'est en raison de ces incertitudes artificielles. Les réactions des « pigeons » en sont un exemple. Il n'y a rien de pire que de changer les règles du jeu au milieu de la partie.

Les marges des entreprises sont au plus bas

Mais pour investir, il faut aussi en avoir les moyens.

C'est d'abord le profit qui sert à financer l'investissement : l'autofinancement est la formule la plus

économique. On se souvient de la formule de l'ancien chancelier social-démocrate d'Allemagne, Helmut Schmidt : « les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain, et les emplois d'après demain ».

Or le profit est présenté en France comme illégitime, douteux dans ses origines et dans ses utilisations. Le profit, c'est le mal, c'est l'exploitation. Bienheureuses les pertes ! Donc il ne faut pas hésiter à le surtaxer. Dans ces conditions, faut-il s'étonner que le résultat d'exploitation soit réduit au minimum ? Le taux de marge a baissé depuis deux ans ; il était de 30,5% avant la crise et il sera l'an prochain à 27,7%, taux le plus faible depuis 1985. Le résultat d'exploitation de l'industrie, à mi-2012, en rythme annuel, était de 49 milliards d'euros en France contre 184 en Allemagne.

Faute de profits, les entreprises pourraient emprunter davantage. Pourquoi ne pas profiter des taux d'intérêt assez faibles ? Le financement externe est utile pour des entreprises qui veulent se développer rapidement. Mais il a un coût, il est difficile de s'endetter plus en période d'incertitude, notamment fiscale, et l'épargne disponible est largement détournée de son utilisation dans les entreprises, au profit de l'Etat : le financement de la dette publique vient concurrencer celui des entreprises, et l'Etat ne se prive pas d'accorder à ceux qui lui prêtent des avantages substantiels. >>

Les entreprises « malades de la peste » (suite)

Dernier avatar dirigiste : la création de la Banque Publique d'Investissement, qui drainera vers les décideurs publics toute l'épargne des livrets A. L'argent disponible pour les entreprises est ainsi confié aux inspecteurs des finances, bien plus intelligents – cela va de soi – que de simples entrepreneurs ou de pauvres banquiers.

L'impôt donne le coup de grâce

L'épisode récent de la taxation des plus-values, qui a provoqué la révolte des Pigeons, illustre l'ignorance de la classe politique de tout ce qui touche à l'entreprise, et en particulier à une start-up. Le choix du gouvernement Ayraut, pour le budget 2013, d'augmenter fortement le poids des impôts, au lieu de réduire les dépenses publiques, va provoquer un effondrement de l'investissement l'an prochain.

Mais il n'y a pas que l'impôt. La question du coût du travail est elle aussi essentielle, et le poids des

charges sociales vient peser lourdement sur la rentabilité des entreprises. Notre « chère sécu » ruine nos entreprises.

L'ouverture internationale oblige nos entreprises à s'adapter et à faire des gains de productivité ; c'est heureux et le vent du grand large est profitable et stimulant. Mais dans une économie paralysée par les réglementations, où les entreprises ne peuvent s'adapter, où tout est contrôlé, où des prix sont figés ou sont de faux prix, où le salaire minimum ne cesse de grimper, où le licenciement est si complexe qu'il est impossible ou ruineux, les entreprises ont du mal à faire les gains de productivité nécessaires. Nous ne cessons de perdre des parts de marché à l'exportation. Elles se contentent alors, faute de pouvoir s'adapter, de rogner sur leurs marges de profits, donc sur l'investissement futur.

« Laissez-nous faire ! »

Il y a une incohérence à prétendre

d'une part vouloir stimuler la croissance, en poussant nos partenaires à adopter un pacte de croissance reposant sur des redéploiement de crédits publics, ce qui a échoué partout, et d'autre part prétendre renforcer la compétitivité en reportant les charges sociales sur d'autres. Seules la réduction des dépenses publiques et la baisse des taux d'imposition pourraient provoquer le choc de compétitivité nécessaire.

Toutes nos entreprises sont frappées, même si certaines sont plus malades que d'autres ; les pseudo-remèdes et bricolages étatiques n'y changeront rien ; la peste, c'est l'interventionnisme étatique et l'hyper-fiscalité. Pour en sortir, les entreprises n'ont besoin que de liberté. « Laissez-nous faire » est le cri unanime des entrepreneurs d'aujourd'hui. La liberté est le seul remède contre la peste de l'étatisme.

Jean Yves NAUDET

Les conseillers économiques d'Obama expliquent son échec

Krugman pense qu'Obama a relancé l'économie américaine, mais pas assez !

Donc Obama n'aurait commis qu'une seule erreur : ne pas être allé assez loin dans l'erreur.

C'est ce qu'on retiendra d'un article de Paul Krugman, que sa qualité de prix Nobel n'empêche pas de nier la réalité et d'agresser les autres économistes en les accusant de mensonge. Où sont les menteurs ?

Cet article est paru dans le supplément du Figaro d'hier, puisque le quotidien de la droite française a pris la détestable habitude de joindre à son édition du vendredi un tirage du New York Times, le plus gauchiste des journaux américains. D'ailleurs l'adulation de la

presse française pour Obama, aujourd'hui comme il y a quatre ans, montre bien où nous en sommes !

Bref, voici ce qu'écrit en substance Krugman : « Ce dont l'économie a vraiment besoin dans ce cas de figure, c'est d'une augmentation des dépenses publiques, pour soutenir l'emploi, pendant que le secteur privé se remet sur pied. Et c'est en partie ce qu'a fait l'administration Obama, atténuant ainsi la gravité de la crise ». Voilà pour la profession de foi ultra-keynésienne et pour la pensée unique française. Mais voici le mensonge : « Malheureusement le programme de relance n'était ni

assez important ni assez durable, en partie en raison des erreurs du gouvernement, mais surtout à cause de la politique républicaine de la terre brûlée ».

La relance insuffisante a tout de même reçu l'injection de 15.000 milliards de dollars, un budget 2010 couvert à moitié par les recettes fiscales, le déficit restant étant de l'endettement, et trois QE (quantitative easiness) de la Banque Fédérale, c'est-à-dire trois ouvertures de vannes monétaires pour doper la consommation et l'investissement. Quant à Romney il est tenu pour responsable du désastre avant même d'être élu. •

La médecine libérale : tuée par la Sécurité Sociale

Après les « accords » sur les honoraires, que reste-t-il de la médecine libérale ?

Mardi dernier la Caisse Nationale d'Assurance Maladie, les syndicats de médecins et certaines mutuelles ont mis fin à une longue et laborieuse négociation dont le point central était celui des dépassements d'honoraires : doit-on plafonner ce surplus que le patient doit payer de sa poche ? Quelle sanction encourue si le plafond n'est pas respecté ?

Le seul fait de poser ces questions démontre que la médecine libérale a perdu toute liberté. Ce n'est pas nouveau, puisqu'à l'origine les médecins passant une convention avec la Sécurité Sociale ont accepté le principe d'honoraires fixés par négociation avec les caisses. Or, par définition, un libéral établit le prix de ses

prestations avec son client, et non pas avec une administration. Puis une brise de liberté a soufflé, et la loi a autorisé les médecins à choisir un secteur 2 dit « à honoraires libres ». La ruée vers ce secteur a été telle que les pouvoirs publics ont bien vite restreint la possibilité de passer du secteur 1 au 2, jusqu'à bloquer totalement le passage. Mais parallèlement la possibilité était laissée à certains praticiens de demander des DH, dépassements d'honoraires.

Comme la loi de l'offre et de la demande fonctionne toujours spontanément, la pénurie de praticiens, notamment dans certaines spécialités, et la hausse des charges (notamment les assurances) pesant sur lesdits praticiens ont conduit à des

dépassements de plus en plus élevés. Aujourd'hui la CNAM et plus généralement la Sécurité Sociale sont aux abois, et cherchent à diminuer un déficit qui tient en fait au système lui-même : ce n'est pas la logique de l'assurance qui a été retenue, mais celle de la répartition. Les cotisations d'assurances-maladie ne sont pas capitalisées, mais servent à payer les dépenses courantes : les bien portants de l'instant payent pour les malades du moment. C'est un gaspillage de plus.

Ruine du système et contrôle des honoraires ont conduit à faire disparaître la médecine libérale : aujourd'hui les trois quarts des médecins sont...salariés. Et déjà fonctionnaires. •

Le budget de l'Union Européenne dans l'impasse

Mais pourquoi ? Qui l'établit et qui le vote ? Incohérence de l'Europe politique

Les caisses de l'Union Européennes sont vides, le budget 2012 ne permettra pas de payer les coûts de plusieurs programmes européens, dont le programme Erasmus qui permet aux étudiants européens de faire leur tour d'Europe des universités, comme au temps des « escoliers » médiévaux.

Donc, le responsable du budget, le polonais Lewandowski, a demandé au Parlement une rallonge de 6,8% des crédits dans le cadre d'un budget rectificatif. Mais le Parlement se heurte au veto des Etats membres qui ont rejeté toute augmentation de crédit supérieure à 2,8%. Tout cela paraît bien compliqué et pour cause : tout cela est incohérent.

En effet le Parlement européen n'est pas libre de chiffrer les dépenses publiques européennes. C'est sans doute une bonne chose car si on écoutait nos chers élus à Bruxelles et Strasbourg, les gabegies, démagogues et privilèges seraient vite là. Toutefois c'est le Parlement qui vote l'impôt européen destiné à couvrir les dépenses de l'Union. Mais qui fixe le montant des dépenses ? Ce sont les Etats, avec Ecofin, organisme de coordination des divers ministères des finances des pays membres. Or, les Etats ont voulu instaurer l'austérité au niveau de l'Europe, et ont défini une règle de plafonnement pour les budgets rectificatifs, qui ne doivent pas concéder d'augmentation de plus de 2,8% par rapport au budget primitif. Car les Etats savent les vertus dépen-

sières des Parlements, et les redoutent car elles devront se traduire au niveau des diverses fiscalités souveraines des Etats membres, c'est-à-dire sur la feuille d'impôt des contribuables européens.

L'imbroglio budgétaire n'est que la traduction de l'incohérence d'une Europe qui se voudrait politique mais a affaire à des Etats qui n'acceptent pas de renoncer à leur souveraineté budgétaire. De quoi satisfaire les libéraux d'ailleurs, car non seulement les dérives des dépenses sont évitées, mais surtout des budgets souverains entrent en concurrence, et la concurrence fiscale est un excellent moyen de réduire progressivement impôts, dépenses publiques, et interventions étatiques en Europe. •

Le jeudi 25 octobre au soir l’ALEPS a organisé deux réunions successives : son Assemblée Générale annuelle et un colloque sur le thème Fiscalité, Flexibilité et Emploi en Europe.

Nos lecteurs pourront trouver l’essentiel des textes des interventions sur le site de l’ALEPS www.libres.org dès la semaine prochaine. Voici un aperçu général de cet évènement et de ces communications.

Je l’avais annoncé dès que la victoire des socialistes avait été connue : c’est bon pour le libéralisme !

Cela ne signifie évidemment pas que je me réjouisse de voir arriver au pouvoir des personnes aussi incompétentes, ignorantes de l’économie, de l’entreprise, de l’échange et de la compétitivité. Nous nous attendons tous à des jours plus sombres, et la régression sociale guette les plus dépourvus de nos concitoyens tandis que l’acharnement fiscal, financier et réglementaire frappera les plus dynamiques des Français.

Mais la défaite de la droite délie les langues, et beaucoup de personnes qui ont rongé leur frein sous les règnes de Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, qui se sont inquiétées de la lenteur ou de la nullité des réformes dont nous avons besoin depuis des décennies, souhaitent repartir dans une toute autre direction, celle du libéralisme. Une voie oubliée, négligée, caricaturée.

Apprendre aux Français à se passer de l’Etat Providence

J’ai rappelé au cours de l’Assemblée Générale la posi-

tion adoptée par l’association depuis plusieurs mois : inutile de tirer sur l’ambulance du socialisme déjà moribond si l’on ne prépare pas une libération du pays. Critiquer le pouvoir en place ne suffit pas. Car le mal français est plus ancien : les débordements des dépenses publiques, les entraves de la réglementation, l’arbitraire fiscal ne datent pas de mai 2012. Il y a mieux à faire : préparer le chemin de la libération, aider les Français à imaginer un avenir sans Etat Providence, avec un simple Etat minimum ayant mission de garantir la liberté et la sécurité des biens et des personnes – ce qui ne se fait pas aujourd’hui !

Forums des libertés

Pour les libéraux, il est temps d’aller sur la place publique. L’ALEPS va inciter et aider à la constitution de « Forums des libertés ». Nés d’initiatives locales, ces entités auront pour objectifs d’organiser une libre discussion autour des projets libéraux, et d’entretenir le dialogue avec les élus locaux pour les mettre en face de réalités et d’idées qu’ils n’ont pas l’habitude de prendre en compte.

Le fonctionnement de ces entités sera totalement décentra-

lisé, juridiquement et financièrement. A leur demande, l’ALEPS leur fournira un soutien argumentaire avec documents, ouvrages et orateurs. Un réseau largement implanté sur l’ensemble du territoire et présent aussi sur internet pourrait démontrer au bout de quelques mois la force de réaction et de proposition de la société civile.

Mobilisation des énergies : c’est maintenant ou jamais

L’ALEPS, pour être à la hauteur de cette ambition, a besoin de plus de moyens, de plus de relais, de plus d’engagement de la part de la société civile. Comme toujours depuis sa création elle s’abstient de toute inféodation partisane.

L’ALEPS a élargi et rajeuni encore le corps de ses administrateurs. L’Assemblée a reconduit le conseil existant et a demandé à Jacques Cohen et Olivier Mairesse de le rejoindre. Ma fierté est d’avoir en moins de cinq ans invité à notre Conseil sept nouveaux administrateurs.

Tel a été mon rapport moral à l’Assemblée, qui a également approuvé le rapport financier présenté par notre trésorier Georges Lane.

Renaissance du libéralisme sur la scène politique

Colloque *Fiscalité, flexibilité et emploi en Europe : nos intervenants l'ont dit*



Jean Philippe Delsol :

Les entraves fiscales à l'emploi

Le débat sur la loi de Finances 2013 a fait une large place à l'agression fiscale contre « les riches » et les « pigeons ». Mais c'est souvent l'arbre qui cache la forêt. Car en réalité ce sont toutes les catégories de Français qui sont pénalisées par les choix budgétaires, et la poussée de chômage s'explique, aujourd'hui comme hier, par l'oppression fiscale généralisée.

La masse des prélèvements signifie en effet l'hypertrophie du secteur public et la paralysie du secteur privé. Non seulement les ressources financières sont détournées en faveur des administrations, privant les entreprises de financement et les particuliers de pouvoir d'achat, mais la reconnaissance du mérite, de l'initiative et du succès disparaît pour faire place à l'assistanat, au mythe des droits sociaux.

En Europe beaucoup de pays comme la Suisse ou le Luxembourg ont pu éviter le plus gros de la crise parce que leurs dépenses publiques avaient été stabilisées à temps. D'autres, tels la Suède, l'Autriche, les Pays Bas et l'Allemagne ont su remettre de l'ordre dans leurs budgets en stabilisant la dette par une sévère diminution des interventions et subventions publiques. Les prélèvements ont été également tempérés par de profondes réformes des retraites.



Hervé Novelli :

La simplification de la vie des entreprises

Membre du gouvernement Fillon pendant trois ans, initiateur du statut d' « auto-entrepreneur », puis remercié sans doute à cause du succès de sa réforme libérale, Hervé Novelli appelle la société civile à se mobiliser. Il est en effet tout à fait persuadé que la classe politique ne prendra jamais d'initiative libérale s'il n'y a pas une forte poussée dans l'opinion publique.

En France l'emploi a trois ennemis : la frénésie fiscale certes, mais aussi la rigidité du marché du travail et le harcèlement administratif. Dans beaucoup de pays européens on a introduit depuis quelques années des assouplissements du droit du travail : les conventions collectives se déroulent au niveau de l'entreprise plutôt que dans les grands messes syndicales, le chômage partiel fait consensus, l'embauche et le licenciement sont simplifiés, sans pour autant que le personnel se sente dans un état de « précarité ». La simplification de la vie des entreprises est un impératif : en France la création d'emplois nouveaux se heurte à la réglementation omniprésente et étouffante. Quand les difficultés sont là, on crée une nouvelle administration, un commissariat ou un groupe d'experts.



Jean Michel Fourgous :

L'entreprise exclue de la société

L'emploi fictif et inutile se crée en France dans les administrations. Mais le véritable emploi productif, qui permet de payer les fonctionnaires, se crée dans les entreprises. Or, les entreprises sont non seulement harassées d'impôts et de réglementations, mais elles sont sans cesse attaquées sur la scène politique et dans les médias.

Peu de chefs d'entreprises s'investissent dans la vie publique, en dépit de la création de « Génération Entreprises », qui regroupe des patrons engagés au Parlement ou dans les assemblées locales. En revanche, le gouvernement et le parlement actuels ne comprennent que des gens issus de la fonction publique, n'ayant jamais eu de contact avec le monde économique réel qu'ils prétendent pourtant diriger. La révolte des « pigeons » a cependant provoqué une vague de sympathie nouvelle pour les PME, dont on découvre miraculeusement qu'elles créent des emplois et des revenus, mais le soupçon pèse toujours sur le profit, la finance, le capital et la mondialisation, accusés de provoquer le chômage. C'est le pays entier, à commencer par les états-majors des partis, qu'il faut éduquer aux réalités de l'entreprise. ●

Des Cassettes pour transmettre le trésor libéral

L'ALEPS vient de se donner pour ambition d'alimenter en arguments libéraux tous ceux qui, isolément, mais encore mieux dans le cadre de Forums des Libertés, veulent connaître et faire connaître les réformes libérales.

Vous avez été nombreux à commander la série des quatre opuscules écrits par Jacques Garelo.

Voici maintenant deux nouvelles réalisations.



Libre Echange et Progrès Social

Actes de l'Université d'Eté de la Nouvelle Economie, Aix en Provence, 26-29 août 2012

Ce DVD comprend la présentation globale de l'Université et l'enregistrement des quatorze conférences plénières prononcées au cours de ces trois journées.

Jacques Garelo : *La crise c'est les autres, la crise c'est le système*

Victoria Curzon-Price : *Succès du libre échange depuis 1945*

Jean Philippe Feldman : *Le discours du patriotisme économique*

Pascal Salin : *Qui a intérêt au protectionnisme ?*

Florin Aftalion : *Le protectionnisme a conduit à la guerre mondiale*

Axel Arnoux : *L'entreprise face à la mondialisation*

Pierre Garelo : *Le libre échange crée la prospérité*

Emmanuel Martin : *Le libre échange réduit les inégalités*

Jean Philippe Delsol : *Souveraineté fiscale et libre échange*

Alain Mathieu : *Le modèle social français et la compétitivité ?*

Larry White : *Le protectionnisme prolonge la crise*

Carlo Lottieri : *Libre Echange et souveraineté des Etats*

Enrico Colombatto : *Le protectionnisme européen*

Jacques Garelo : *Le libre échange remé debate au choc des civilisations*



Le candidat Libre

Pendant la campagne électorale, derrière le fantomatique « Candidat Libre » et son site se cachait les libéraux de l'ALEPS. Le site est maintenant fermé, mais un DVD permet de visualiser 7 vidéos (d'une durée moyenne de trois minutes) permettant d'ouvrir

un débat de façon provocante et intéressante. Chaque vidéo repose sur un argumentaire complet concernant les 7 réformes structurelles qui constituent un vrai programme libéral : Le Salaire Complet, La fiscalité, Les Bons Scolaires, Les Retraites par capitalisation, Le logement, La réglementation, Le Referendum d'Initiative Populaire.

BULLETIN DE COMMANDE

Libre échange et progrès social 10€ Frais de port : 1 DVD 3€ Prix total : 1 DVD 13€

Le candidat libre 10€ 2 DVD 4€ 2 DVD 24€

Merci de sélectionner le ou les DVD en cochant les cases correspondantes

NOM Prénom

Adresse

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à :
SEFEL c/ ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

Par esprit civique, nous nous adaptions au nouveau rythme scolaire et prenons une semaine supplémentaire de vacances.

La prochaine Lettre sera datée du 10 novembre. Vive la productivité !



Alain Madelin commente les pigeons

Appliquer deux traitements fiscaux différents au capital et au travail n'a pas de sens, car pour assurer la croissance durable les deux éléments sont complémentaires. La croissance française sera débloquée quand il y aura un Etat compétitif (dont les fonctions seront redéfinies et réduites au minimum), des entreprises compétitives (libérées des entraves réglementaires et sociales), une fiscalité compétitive (entrepreneurs et investisseurs vont là où leurs efforts ne sont pas confisqués). Il n'y a plus aucune visibilité de la politique économique française. Les pigeons s'envolent.

BFM Business, 27 octobre. Voir le lien par exemple sur www.dtom.fr



Comment réduire les dépenses publiques

Trois colloques IREF des 22 au 23 octobre

L'institut de Recherches Economiques et Fiscales et la banque belge KLB ont invité deux personnalités canadiennes à exposer à des chefs d'entreprises et investisseurs européens comment le Canada a diminué ses dépenses publiques de 30% en 3 ans et licencié 35% des fonctionnaires. Le Pr Mel Cappe, artisan de ces réformes, explique que les fonctionnaires les ont acceptées parce qu'on les a incités et aidés à devenir entrepreneurs et à assumer à titre privé les prestations qu'ils faisaient lorsqu'ils étaient fonctionnaires. Michel Kelly Gagnon directeur de l'Institut Economique de Montréal, ancien président du patronat du Québec, explique que le public avait été préparé par des campagnes d'information menées par son institut, comme l'IREF le fait en Europe.

Voir le site www.irefeurope.org